

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, *Échevin-e* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 09.02.23

#Objet : Motion demandant la libération immédiate et inconditionnelle d'Olivier VANDECASTEELE en Iran #

Séance publique

Secrétariat

Le Conseil,

Vu la proposition de motion déposée par le groupe Liste du Bourgmestre (DéFI) ;

Vu les amendements déposés par le groupe MR-OpenVLD ;

Vu le sous-amendement déposé par le groupe Liste du Bourgmestre (DéFI) à l'amendement n°8 ;

- L'amendement n°1, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°2, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°3, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°4, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°5, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°6, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°7, Approuvé à l'unanimité ;
- L'amendement n°8, remplacé par le sous-amendement
 - • Sous-amendement Approuvé (22 voix POUR, 2 voix CONTRE) ;
- L'amendement n°9, est retiré
- L'amendement n°10, est retiré

Amendement n°	Texte	Décision
1 (Ajout)	Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 ;	Approuvé

2 (Ajout)	Vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, auquel l'Iran est Etat partie ;	Approuvé
3 (Ajout)	Vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auquel l'Iran est Etat partie ;	Approuvé
4 (Ajout)	Vu la Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 22 mars 2019 sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran ;	Approuvé
5 (Ajout)	Vu la Résolution du Parlement européen du 6 octobre 2022 sur la mort de Mahsa Jina Amini et la répression des manifestants pour les droits des femmes en Iran ;	Approuvé
6 (Ajout)	Vu les orientations de l'Union européenne en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;	Approuvé
7 (Modification)	Considérant qu'Olivier Vandecasteele avait entamé une grève de la faim à la mi-novembre,	Approuvé
8 (Ajout) avec sous amendement	<p>Le Conseil communal:</p> <p>1. Condamne et déplore la détention arbitraire dont fait l'objet Olivier Vandecasteele ainsi que les conditions dans lesquelles celle-ci se déroule.</p> <p>2. Demande au gouvernement fédéral:</p> <p>a) de mettre en œuvre toutes les procédures diplomatiques possibles pour faire libérer Olivier Vandecasteele sans délai;</p> <p>b) d'assurer via les canaux diplomatiques et dans l'attente de sa libération rapide, à Olivier Vandecasteele des conditions de détention respectueuses de la dignité humaine;</p>	Approuvé tel que sous amendé

9 (Modification)	3. Demande au Collège de : Afficher notre soutien à Olivier Vandecasteele et à sa libération immédiate de manière visible par la pose d'une banderole dans un lieu symbolique comme la maison communale, un pilier de pont, ou tout autre bâtiment visible ; Publier la présente motion le plus largement notamment sur la page d'accueil de son site internet et sur les réseaux sociaux ;	Retiré
10 (Modification)	Envoyer la présente motion au Premier Ministre, au Ministre de la Justice, à la Ministre des Affaires étrangères, et à l'ambassadeur d'Iran en Belgique. + autorités UE	Retiré

L'assemblée vote sur l'ensemble de la motion présenté par le groupe Liste du Bourgmestre (DéFI) ainsi amendée :

- POUR : 22 voix
- ABSTENTION : 2 voix

Justification de l'abstention donnée en séance

Tout en rejetant fermement l'arrestation arbitraire et les conditions de détention inhumaines d'Olivier Vandecasteele, le groupe MR-Open VLD a souhaité déposer des amendements.

Les premiers visent à ajouter un certain nombre d'éléments de droit international de nature à renforcer la motion.

Les autres sont, dans l'esprit, similaires à la résolution qui a été votée à l'unanimité au Parlement fédéral le 19 janvier dernier. Ils répondent à notre souhait de ne pas nous prononcer pour ou contre un instrument diplomatique précis. Et ce, d'autant que la Cour constitutionnelle doit encore se positionner sur la question. Nous estimons en effet qu'il ne s'agit pas d'une prérogative communale et nous faisons confiance au gouvernement fédéral pour trouver une solution diplomatique.

Le groupe MR-OpenVLD accorde toute sa confiance au gouvernement fédéral en général, au Premier ministre et à la ministre des Affaires étrangères en particulier, pour trouver une issue au traitement intolérable subi par notre compatriote, obtenir les meilleurs résultats et le retour d'Olivier Vandecasteele.

Nous sommes convaincues qu'ils ont à cœur de ne pas porter atteinte à nos valeurs démocratiques ni à la sécurité des citoyens, et que les moyens diplomatiques qu'ils déploient et déploieront respectent ces principes intangibles.

Vu le rejet de nos amendements sur ces points précis, le groupe MR-Open VLD ne peut soutenir la motion dans sa forme actuelle. C'est pour cette raison, mues par une volonté inébranlable qu'Olivier Vandecasteele retrouve rapidement les siens, que nous nous abstenons.

DECIDE

D'adopter la motion suivante :

Vu la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 ;

Vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, auquel l'Iran est Etat partie ;

Vu le Pacte international du 16 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, auquel l'Iran est Etat partie ;

Vu la Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 22 mars 2019 sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran ;

Vu la Résolution du Parlement européen du 6 octobre 2022 sur la mort de Mahsa Jina Amini et la répression des manifestants pour les droits des femmes en Iran ;

Vu les orientations de l'Union européenne en ce qui concerne la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

Considérant que le travailleur humanitaire belge Olivier Vandecasteele, a été arrêté le 24 février 2022 pour des motifs fallacieux par les autorités iraniennes ;

Considérant qu'il s'agit d'une arrestation arbitraire et même d'une disparition forcée, selon Tlaleng Mofokeng, Rapporteuse spéciale sur le droit de toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint, Javid Rehman, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, Aua Baldé (Présidente -Rapporteuse), Gabriella Citroni (Vice-présidente), Luciano Hazan, Angkhana Neelapaijit, Grażyna Baranowska, Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, ainsi que Michael Fakhri, Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation ;

Considérant que depuis 12 mois et malgré sa persévérance, l'ambassadeur belge n'a obtenu que 7 visites consulaires et sous haute surveillance ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele n'a pas la liberté d'évoquer les sujets qu'il souhaite lors de ces entretiens ;

Considérant que la santé physique et mentale de notre compatriote se dégrade fortement ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele a informé les services consulaires qu'il avait comparu devant un tribunal à l'insu des autorités belges locales et de ses avocats iraniens, que son « avocat » désigné par le tribunal n'a jamais pris la parole pendant son « procès », qu'il a été condamné pour toutes les charges retenues contre lui sans avoir été autorisé à se défendre ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele avait entamé une grève de la faim à la mi-novembre ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele est toujours à l'isolement complet depuis plus de 295 jours et qu'il est détenu dans des conditions inhumaines, ce qui est considéré comme de la torture par les Nations unies et Amnesty International ;

Considérant qu'Olivier Vandecasteele a été condamné le 14 décembre 2022 à une peine effective d'au moins 12,5 ans de prison et 74 coups de fouet ;

Considérant que le droit à un procès équitable et à un traitement humain, ainsi que le droit international en la matière sont ignorés ;

Considérant la mobilisation citoyenne en soutien à Olivier Vandecasteele, notamment au travers d'une pétition ayant recueilli plus de 65.000 signatures ;

Considérant la résolution adoptée à l'unanimité par la Chambre des représentants le 19 janvier 2023 visant la libération immédiate et inconditionnelle d'Olivier Vandecasteele ;

Le Conseil communal:

1. Condamne et déplore la détention arbitraire dont fait l'objet Olivier Vandecasteele ainsi que les conditions dans lesquelles celle-ci se déroule.
2. demande au Collège :
 - d'afficher notre soutien à Olivier Vandecasteele et à sa libération immédiate de manière visible par la pose d'une banderole dans un lieu symbolique comme la maison communale, un pilier de pont, ou tout autre bâtiment visible ;
 - de publier la présente motion le plus largement notamment sur la page d'accueil de son site internet et sur les réseaux sociaux ;
 - d'envoyer la présente motion aux autorités interpellées ci-dessous ;
3. demande :
 - À l'ambassadeur d'Iran en Belgique la libération immédiate et inconditionnelle d'Olivier Vandecasteele et de cesser tout traitement inhumain à son encontre.
 - Au Premier Ministre, au Ministre de la Justice et à la Ministre des Affaires étrangères d'explorer toutes les voies diplomatiques pour la libération d'Olivier Vandecasteele, tout en refusant d'une part de céder à toute demande consistant à livrer au régime iranien des opposants dont la vie serait ainsi menacée et, d'autre part, de ne pas transférer un terroriste,

condamné à 20 ans de prison, qui aura purgé moins du quart de sa peine et qui sera libéré aussitôt transféré en Iran, pour y reprendre activement les activités criminelles du régime menées, par la terreur, tant à l'extérieur de l'Iran que contre sa population qui se révolte depuis des mois.

- Au Premier Ministre, au Ministre de la Justice, à la Ministre des Affaires étrangères et aux autorités européennes compétentes de prendre une initiative internationale, par exemple sous la forme d'un nouveau traité pour autant qu'il respecte les conventions et la jurisprudence internationales ou d'une nouvelle déclaration internationale, contre les prises d'otages étatiques.
- Au gouvernement fédéral et à l'ambassadeur de Belgique en Iran de veiller à la dignité des conditions de détention d'Olivier Vandecasteele en renouvelant autant que possible les visites consulaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 22 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 14 février 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, *Schepen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 09.02.23

#Onderwerp : Motie waarin de onmiddellijke en onvoorwaardelijke vrijlating van Olivier VANDECASTEELE in Iran wordt gevraagd #

Openbare zitting

Secretariaat

De raad,

Gelet op het voorstel tot motie ingediend door de fractie Liste du Bourgmestre (DéFI);

Gelet op de amendementen die de fractie MR-Open VLD heeft ingediend;

Gelet op het subamendement ingediend door de fractie Liste du Bourgmestre (DéFI) met betrekking tot amendement nr. 8;

- Amendement nr. 1, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 2, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 3, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 4, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 5, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 6, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 7, unaniem goedgekeurd;
- Amendement nr. 8, vervangen door het subamendement
 - • Subamendement goedgekeurd (22 stemmen VOOR, 2 stemmen TEGEN);
- Amendement nr. 9 wordt ingetrokken
- Amendement nr. 10 wordt ingetrokken

Amendement nr.	Tekst	Beslissing
1 (Toevoeging)	Gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 10 december 1948;	Goedgekeurd

2 (Toevoeging)	Gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de burgerrechten en politieke rechten, waarbij Iran partij is;	Goedgekeurd
3 (Toevoeging)	Gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de economische, sociale en culturele rechten, waarbij Iran partij is;	Goedgekeurd
4 (Toevoeging)	Gelet op de resolutie die de Mensenrechtenraad op 22 maart 2019 heeft aangenomen over de situatie van de mensenrechten in de Islamitische Republiek Iran;	Goedgekeurd
5 (Toevoeging)	Gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 6 oktober 2022 over de dood van Mahsa Jina Amini en de onderdrukking van vrouwenrechtendemonstranten in Iran;	Goedgekeurd
6 (Toevoeging)	Gelet op de richtsnoeren van de Europese Unie inzake foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing;	Goedgekeurd
7 (Wijziging)	Gezien het feit dat Olivier Vandecasteele half november een hongerstaking was begonnen,	Goedgekeurd

8 (Toevoeging) met subamendement	<p>De gemeenteraad:</p> <p>1. Veroordeelt en betreurt de willekeurige detentie van Olivier Vandecasteele en de omstandigheden waarin deze plaatsvindt.</p> <p>2. Vraagt aan de federale regering:</p> <p>a) alle mogelijke diplomatieke procedures toe te passen om Olivier Vandecasteele onmiddellijk vrij te krijgen;</p> <p>b) langs diplomatieke weg en in afwachting van zijn spoedige vrijlating ervoor te zorgen dat de omstandigheden waarin Olivier Vandecasteele wordt vastgehouden menswaardig zijn;</p>	Goedgekeurd zoals geamendeerd
9 (Wijziging)	3. Verzoekt het College om: onze steun te betuigen voor Olivier Vandecasteele en zijn onmiddellijke vrijlating op een zichtbare manier, door een spandoek te plaatsen op een symbolische plaats zoals het gemeentehuis, een brugpijler of een ander zichtbaar gebouw; deze motie zo breed mogelijk te publiceren, met name op de homepage van zijn website en op de sociale netwerken;	Ingetrokken
10 (Wijziging)	Deze motie te verzenden naar de eerste minister, de minister van Justitie, de minister van Buitenlandse Zaken en de ambassadeur van Iran in België. + EU-autoriteiten	Ingetrokken

De vergadering stemt over het geheel van de motie die de fractie Liste du Bourgmestre (DéFI) heeft ingediend en op die manier heeft geamendeerd:

- VOOR: 22 stemmen
- ONTHOUDINGEN: 2 stemmen

Rechtvaardiging uiteengezet tijdens de vergadering :

Hoewel de MR-OpenVLD-Fractie de willekeurige arrestatie en de onmenselijke omstandigheden van de detentie van Olivier Vandecasteele krachtig verwerpt, wenst zij amendementen in te dienen.

Het eerste doel is een aantal elementen van internationaal recht toe te voegen die de motie zouden versterken.

De andere zijn naar de geest vergelijkbaar met de resolutie die op 19 januari in het federale parlement unaniem werd aangenomen. Zij beantwoorden aan onze wens om ons niet voor of tegen een specifiek diplomatiek instrument uit te spreken. Dit geldt des te meer omdat het Constitutionele Hof nog geen standpunt over deze kwestie heeft ingenomen. Wij vinden dat dit geen gemeentelijk voorrecht is en vertrouwen erop dat de federale regering een diplomatieke oplossing vindt.

De MR-OpenVLD-fractie heeft het volste vertrouwen in de federale regering in het algemeen, de eerste minister en de minister van Buitenlandse Zaken in het bijzonder, om een oplossing te vinden voor de onduidbare behandeling van onze landgenoot, om de beste resultaten en de terugkeer van Olivier Vandecasteele te verkrijgen.

Wij zijn ervan overtuigd dat zij ernaar streven onze democratische waarden en de veiligheid van onze burgers niet te ondermijnen, en dat de diplomatieke middelen die zij inzetten en zullen inzetten deze immateriële beginselen respecteren.

Gezien de verwerping van onze amendementen op deze specifieke punten kan de MR-OpenVLD-fractie de motie in haar huidige vorm niet steunen. Het is om deze reden, gedreven door een onwrikbare wens dat Olivier Vandecasteele spoedig met zijn familie wordt herenigd, dat wij ons zullen onthouden.

BESLIST

om de volgende motie aan te nemen:

Gelet op de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 10 december 1948;

Gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de burgerrechten en politieke rechten, waarbij Iran partij is;

Gelet op het Internationaal Verdrag van 16 december 1966 inzake de economische, sociale en culturele rechten, waarbij Iran partij is;

Gelet op de resolutie die de Mensenrechtenraad op 22 maart 2019 heeft aangenomen over de situatie van de mensenrechten in de Islamitische Republiek Iran;

Gelet op de resolutie van het Europees Parlement van 6 oktober 2022 over de dood van Mahsa Jina Amini en de onderdrukking van vrouwenrechtendemonstranten in Iran;

Gelet op de richtsnoeren van de Europese Unie inzake foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing;

Overwegende dat de Belgische hulpverlener Olivier Vandecasteele op 24 februari 2022 op valse gronden door de Iraanse autoriteiten is gearresteerd;

Aangezien het gaat om een willekeurige arrestatie en zelfs een gedwongen verdwijning volgens Tlaleng Mofokeng, speciaal rapporteur over het recht van eenieder om te genieten van de best mogelijke lichamelijke en geestelijke gezondheid, en Javaid Rehman, speciaal rapporteur over de situatie van de mensenrechten in de Islamitische Republiek Iran, Aua Baldé (voorzitter-rapporteur), Gabriella Citroni (vice-voorzitter), Luciano Hazan, Angkhana Neelapaijit, Grażyna Baranowska, werkgroep gedwongen of onvrijwillige verdwijningen, alsmede Michael Fakhri, speciaal rapporteur over het recht op voedsel;

Aangezien de Belgische ambassadeur gedurende 12 maanden en ondanks zijn volharding slechts 7 consulaire bezoeken heeft bekomen onder streng toezicht;

Overwegende dat Olivier Vandecasteele niet de vrijheid heeft om tijdens deze gesprekken de onderwerpen aan te snijden die hij wenst;

Gezien het feit dat de fysieke en mentale gezondheid van onze landgenoot sterk achteruitgaat;

Overwegende dat Olivier Vandecasteele de consulaire diensten heeft meegedeeld dat hij buiten medeweten van de plaatselijke Belgische autoriteiten en zijn Iraanse advocaten voor een rechtbank is verschenen, dat zijn door de rechtbank aangewezen 'advocaat' tijdens zijn 'proces' nooit het woord heeft gevoerd, dat hij voor alle tegen hem ingebrachte beschuldigingen is veroordeeld zonder dat hij zich heeft mogen verdedigen;

Gezien het feit dat Olivier Vandecasteele half november een hongerstaking was begonnen;

Overwegende dat Olivier Vandecasteele al meer dan 295 dagen in volledige isolatie zit en dat hij wordt vastgehouden in onmenselijke omstandigheden, hetgeen door de Verenigde Naties en Amnesty International als foltering wordt beschouwd;

Overwegende dat Olivier Vandecasteele op 14 december 2022 is veroordeeld tot een effectieve straf van ten minste 12,5 jaar gevangenisstraf en 74 zweepslagen;

Overwegende dat het recht op een eerlijk proces en een humane behandeling, evenals het internationaal recht hieromtrent worden genegeerd;

Gezien de mobilisatie van burgers om Olivier Vandecasteele te steunen, met name via een petitie waarbij

meer dan 65.000 handtekeningen werden verzameld;

Gezien de op 19 januari 2023 unaniem door de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangenomen resolutie voor de onmiddellijke en onvoorwaardelijke vrijlating van Olivier Vandecasteele;

De gemeenteraad:

1. Veroordeelt en betreurt de willekeurige detentie van Olivier Vandecasteele en de omstandigheden waarin deze plaatsvindt.
2. verzoekt het College om:
 - onze steun te betuigen voor Olivier Vandecasteele en zijn onmiddellijke vrijlating op een zichtbare manier, door een spandoek te plaatsen op een symbolische plaats zoals het gemeentehuis, een brugpijler of een ander zichtbaar gebouw;
 - deze motie zo breed mogelijk te publiceren, met name op de homepagina van zijn website en op de sociale netwerken;
 - deze motie naar de volgende autoriteiten te sturen;
3. vraagt:
 - Aan de Iraanse ambassadeur in België om Olivier Vandecasteele onmiddellijk en onvoorwaardelijk vrij te laten en alle onmenselijke behandelingen tegen hem te staken.
 - Aan de eerste minister, de minister van Justitie en de minister van Buitenlandse Zaken om alle diplomatieke wegen te bewandelen voor de vrijlating van Olivier Vandecasteele, en daarbij enerzijds te weigeren toe te geven aan elk verzoek tot uitlevering aan het Iraanse regime van de tegenstander, waardoor zijn leven in gevaar zou komen, en anderzijds niet over te gaan tot de uitlevering van een tot 20 jaar gevangenisstraf veroordeelde terrorist, die minder dan een kwart van zijn straf zal hebben uitgezeten en die zal worden vrijgelaten zodra hij naar Iran wordt overgebracht om actief de criminele activiteiten van het regime te hervatten die door middel van terreur worden uitgevoerd, zowel buiten Iran als tegen de bevolking, die al maanden in opstand is.
 - Aan de eerste minister, de minister van Justitie en de minister van Buitenlandse Zaken + de bevoegde Europese autoriteiten om een internationaal initiatief te nemen, bijvoorbeeld in de vorm van een nieuw verdrag, mits dit in overeenstemming is met de internationale verdragen en jurisprudentie of een nieuwe internationale verklaring, tegen de door de staat gesteunde gijzelingen.
 - Aan de federale regering en de Belgische ambassadeur in Iran om toe te zien op de waardigheid van de detentieomstandigheden van Olivier Vandecasteele, door zoveel mogelijk nieuwe consulaire bezoeken vast te leggen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 22 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 14 februari 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos